



FEDERATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA
CULTURE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE de L'EURE
FORCE OUVRIERE
17 ter, rue de la Côte Blanche 27 000 Evreux
Téléphone : 02 32 33 01 11: – Mail : snfolc27@orange.fr

CSA SD du vendredi 27 juin 2025

Déclaration des délégués de la FNEC FP FO de l'Eure

Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD

Le monde entier est saisi d'angoisse face à l'escalade guerrière au Moyen-Orient et au risque d'embrassement généralisé, à la suite de la décision du gouvernement israélien de bombarder l'Iran.

La jeunesse et les travailleurs refusent les massacres et le soutien actif de l'Etat français à Netanyahu qui, pour assurer sa survie politique et pour détourner les regards du génocide à Gaza, étend partout la guerre et la destruction.

Notre fédération rappelle son attachement à la paix, et sa revendication d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza, en Ukraine, et partout dans le monde.

En prenant en compte la demande de ses élèves de réaliser une minute de silence pour les victimes, une enseignante dans l'Yonne a été sanctionnée. D'abord suspendue, elle a reçu un blâme dans un courrier portant atteinte à l'exercice de la liberté pédagogique. Il lui est demandé de « se ressaisir », d'avoir un « comportement exemplaire et irréprochable » et la menace d'une « sanction disciplinaire plus grave pour tout nouveau rapport concernant son comportement ».

Nous exigeons que cette sanction soit purement et simplement retirée !

La guerre, c'est également pour les pays qui la font de l'argent détourné des services publics pour fabriquer des armes. La FNEC FP-FO dénonce le budget 2025 d'une austérité sans précédent, et les prévisions avancées par le gouvernement pour le budget 2026. Ce sont ainsi 40 milliards d'euros qui seront confisqués aux budgets de la sécurité sociale et des services publics alors que dans le même temps, les entreprises privées encaissent 200 milliards d'euros d'aide par an sans contrepartie.

Le message envoyé par le gouvernement est clair : l'augmentation des salaires et du point d'indice revendiquée par les salariés et leurs organisations syndicales depuis des années n'est pour lui pas à l'ordre du jour. Pas plus que ne le sont les recrutements de personnels, de toutes les catégories de personnels, dont manquent cruellement toutes les écoles, les établissements et les services pour permettre au service public d'éducation de fonctionner. Car c'est une donnée qui ne cesse d'augmenter mois après mois : le manque de personnels est devenu une source de risque psycho social importante, qui se traduit parfois par un arrêt maladie.

L'école Publique manque de tout et la loi de finances 2025, portée par le gouvernement Bayrou, franchit une nouvelle étape dans l'attaque contre les agents publics. Autrement dit, plus il y aura de fonctionnaires malades, plus l'État réalisera des économies. Pour FO cette politique est inacceptable, car elle forcera les agents malades à venir travailler pour subvenir à leurs besoins financiers. La FNEC-FP FO 27 réaffirme avec force son opposition à cette mesure injuste et revendique l'abandon de toute journée de carence, avec une indemnisation à 100% dès le premier jour de congé maladie.

FO revendique des créations de postes afin de garantir le droit à l'instruction. Pour le 1er degré, nous n'acceptons toujours pas les suppressions de postes d'enseignants et revendiquons l'annulation des fermetures prononcées dans le département de l'Eure.

Nous exigeons la création de tous les postes nécessaires pour faire baisser les effectifs par classe, les maintenir dans bien des écoles rurales, pour créer le nombre de postes d'enseignants, de remplaçants, pour reconstituer les RASED et les BD stage, pour créer des postes d'enseignants référents, postes d'enseignants spécialisés nécessaires.

Parallèlement, face au nombre insuffisant de places aux concours dans toutes les académies, soit 445 pour la Normandie, la FNEC FP FO réitère sa revendication de recrutement de l'intégralité de la liste complémentaire. Cette année, seuls 21 candidats aux CRPE sont inscrits sur les listes complémentaires alors que près d'une cinquantaine ont été recrutés cette année. En voulant limiter drastiquement le recours aux listes complémentaires recrutés en tant que fonctionnaires d'Etat, le gouvernement Bayrou-Borne confirme une fois de plus sa volonté de s'en prendre à l'Ecole publique dans le cadre de l'austérité budgétaire.

A cela s'ajoute les difficultés dans la gestion d'élèves accueillis sans AESH ou d'élèves scolarisés en milieu ordinaire faute de place dans un établissement social ou médico-social. La situation n'est pas prête de s'améliorer vu les propos de la ministre lors du comité de suivi de l'école inclusive du mois de février pour qui la réponse unique est la substitution de la pédagogie aux soins. Elle a beau prétendre qu'il s'agit de rendre l'école plus inclusive, l'externalisation des ESMS, la transformation des personnels médico-sociaux en personnels ressources itinérants, les dispositifs de type DAR n'ont en réalité que l'objectif cynique de faire toujours plus d'économies sur le dos des élèves les plus fragiles. La transformation des PIAL en PAS ne va en rien arranger la situation, elle ne représente au mieux qu'un tour de passe-passe avec la notification de la quotité d'accompagnement à la main de l'Education Nationale : il ne s'agira plus d'accompagner les élèves à la hauteur de leurs besoins, mais de les accompagner à la hauteur des moyens dont disposera le département.

La FNEC FP-FO refuse le dogme de l'inclusion systématique et forcée. Elle défend résolument le droit pour tous les élèves à pouvoir bénéficier d'un enseignement adapté. Elle défend l'enseignement spécialisé, ses postes, ses classes et ses établissements sociaux et médico- sociaux.

Enfin, le président Macron vient d'annoncer le lancement d'une « convention citoyenne » dédiée aux rythmes scolaires avec des belles promesses pour « adapter l'Ecole au rythme des enfants ». Personne n'est dupe des manœuvres du président de la République ! Les enseignants et les AESH des écoles ne sont pas dupes. Ils savent que rien n'est bon pour l'école Publique sous l'ère Macron !

Ils savent que le président Macron ne retiendra uniquement que ce qu'il veut imposer depuis bien longtemps : adapter le calendrier de l'année scolaire aux desideratas des élus locaux et imposer son principe « travailler toujours plus... en gagnant toujours moins ».

Ils savent que le président Macron veut aller plus loin dans la flexibilité et l'annualisation des horaires de travail voire même les augmenter.

Ils savent que le président Macron veut donner encore plus de pouvoir et de prérogatives aux collectivités territoriales sur l'organisation du temps scolaire.

En réalité, voilà ce qui se profile sous couvert des « temps de l'enfant ».

La FNEC-FP FO 27 ne cautionnera pas cette « convention » qui est une diversion pour ne pas répondre à la colère et à l'épuisement des collègues et un cheval de Troie pour poursuivre les attaques contre notre Statut et alourdir nos obligations de service.

D'ailleurs, cette opération est bien de la poudre de perlimpinpin car, alors que la DSDEN démarche des écoles pour suivre une formation sur le « temps de l'enfant » mêlant les parents, les élus et les enseignants,

Madame la DASEN, vous refusez de permettre aux écoles qui le souhaitent d'organiser une rentrée échelonnée sur plusieurs jours pour les PS de maternelle alors que cette organisation a pour but de prendre en compte le bien-être des enfants !

A nouveau, nous vous demandons de revenir sur votre décision et de permettre, en respect de la liberté pédagogique, que cette organisation puisse être mise en place.

Enfin, notre fédération revendique :

- L'annulation des fermetures de classes
- La création de tous les postes nécessaires,
- La création de places et de postes en ESMS
- 4 jours pour tous sur 36 semaines

Lors de ce CSAS D, nous reviendrons sur les dossiers des écoles (Romilly la Puthenaye, Tourville la Campagne, Goupil Othon, La Saussaye, St Mards de Blacardville, ...) qui n'ont toujours pas obtenu satisfaction.

Nous vous remercions pour votre écoute.

Voeu n°1 : *Le CSA de l'Eure, réuni le vendredi 27 juin 2025, demande l'abandon de tous les projets de fermetures de postes sur le département et demande des ouvertures de classe partout où cela est nécessaire.*

POUR : FO / FSU / UNSA

Voeu n°2 : *Le CSA de l'Eure, réuni le vendredi 27 juin 2025, demande l'ouverture de tous les postes et toutes les classes nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux afin de respecter les notifications de tous les élèves à besoins particuliers.*

POUR : FO / FSU / UNSA

Voeu n°3 : *Le CSA de l'Eure, réuni le vendredi 27 juin 2025, demande l'annulation immédiate de toute sanction à l'encontre de notre collègue de l'Yonne.*

POUR : FO / FSU / UNSA

**FEDERATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA CULTURE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE de L'EURE**

FORCE OUVRIERE

17 ter, rue de la Côte Blanche 27 000 Evreux
Téléphone : 02 32 33 01 11: – Mail : snfolc27@orange.fr